

Initiatives ministérielles

Le gouvernement a perdu toute compassion—pour peu qu'il en ait jamais eu. Mais surtout, il semble maintenant tout à fait impuissant à gérer et à rembourser la dette et le déficit. Ce projet de loi sur la réduction de la dette est un tour de passe-passe et un affront à tous les Canadiens. Il ne rime à rien. Il ne permettra pas de réduire la dette de façon significative.

M. Mills: Encore de la paperasse.

Mme Clancy: Le député de Broadview—Greenwood dit: «Encore de la paperasse», et il a parfaitement raison. Si le gouvernement prenait exemple sur le député de Broadview—Greenwood et s'il parlait d'impôt uniforme et d'équité aux Canadiens, il serait peut-être dans une situation plus enviable que celle où il se trouve aujourd'hui. Toutefois, il lui faudrait pour cela comprendre un peu à quoi tient l'ensemble du problème. Malheureusement, le parti ministériel semble tout à fait dérouté.

Je conclus en répétant ce que j'ai dit au début. La compassion et le sens pratique dont ont fait preuve les gouvernements dans le passé ont bien servi notre pays, et il en sera de même dans l'avenir. Je dis au gouvernement que la TPS n'est pas la solution pour réduire la dette au Canada. D'ailleurs, il sait pertinemment que ce n'est pas là la solution. J'ai bien peur, hélas, qu'il n'ait pas la moins idée de ce qui pourrait réellement réduire la dette de notre pays.

M. Tom Wappel (Scarborough—Ouest): Monsieur le Président, nous sommes saisis du projet de loi C-21 en ce vendredi après-midi. Comme toujours, en deuxième lecture, c'est du principe du projet que nous discutons.

Les gens de Scarborough—Ouest, avec leur sens pratique, se demandent quel est le principe de tout projet de loi qui prend le temps de la Chambre des communes.

Première question qui s'impose à l'esprit: pourquoi nous propose-t-on ce projet de loi? Quelle en est la genèse, quelle en est la raison d'être? Pour le savoir, il faut remonter dans le temps. Au départ se trouve dans la volonté du gouvernement d'imposer la TPS aux Canadiens.

Tout le monde s'en souvient, on nous racontait à tout bout de champ, dans tous les discours, que la TPS n'allait pas faire augmenter les recettes. Les Canadiens savaient à quoi s'en tenir. Par exemple, si la taxe sur les ventes des

fabricants rapportait 18 milliards par année, cette merveilleuse TPS qui allait la remplacer devait rapporter 18 milliards. Il n'y aurait pas d'augmentation des recettes fiscales. C'est le raisonnement qu'on tenait. Aucune incidence sur les recettes. Les Canadiens n'allaient pas payer davantage que sous l'ancien régime désuet. C'est ce qu'on nous a répété inlassablement jusqu'à ce que la TPS soit adoptée, contre la volonté de la vaste majorité des Canadiens. Nous n'avons pas tardé à nous rendre compte que ces affirmations étaient absolument fausses.

• (1400)

Presque tout de suite après l'imposition de la TPS, nous avons constaté que celle-ci n'était pas sans incidence sur les recettes, qu'elle allait rapporter des centaines de millions, voire des milliards de dollars de plus.

Maintenant, il ne faut pas s'en étonner, la population du Canada, qui s'opposait dans son immense majorité à la taxe sur les produits et services, est devenue encore plus mécontente lorsqu'elle a appris, après avoir été forcée d'accepter et de payer cette taxe injuste, que, contrairement à ce qu'on lui avait dit, cette taxe aurait des incidences sur les recettes.

Elle a donc continué de se plaindre non seulement aux députés de l'opposition à la Chambre, mais aussi, en termes non équivoques à ceux du gouvernement, qui ont dû en entendre à profusion. Ils ont entendu des milliers et des milliers de pétitions signées par des centaines de milliers de gens. Les Canadiens ont vu ce qui est arrivé au gouvernement et à l'autre endroit à cause de la taxe sur les produits et services. Ils ont ensuite appris que la justification du gouvernement pour l'imposition de la taxe sur les produits et services était fautive et que la taxe aurait au contraire des incidences sur les recettes.

Quoi faire alors pour ne pas perdre la face devant la population canadienne? Nous savons que les Canadiens sont prêts à faire leur part, qu'ils veulent réduire la dette. Ils sont prêts à se serrer la ceinture pour qu'on puisse réduire la dette d'une façon appréciable.

Or, au lieu de l'admettre, de dire qu'il a eu tort, qu'il a sciemment donné des renseignements inexacts à maintes reprises, que la taxe va avoir des incidences sur les recettes et qu'elle va en fait rapporter beaucoup d'argent, le gouvernement préfère s'en abstenir et proposer cette